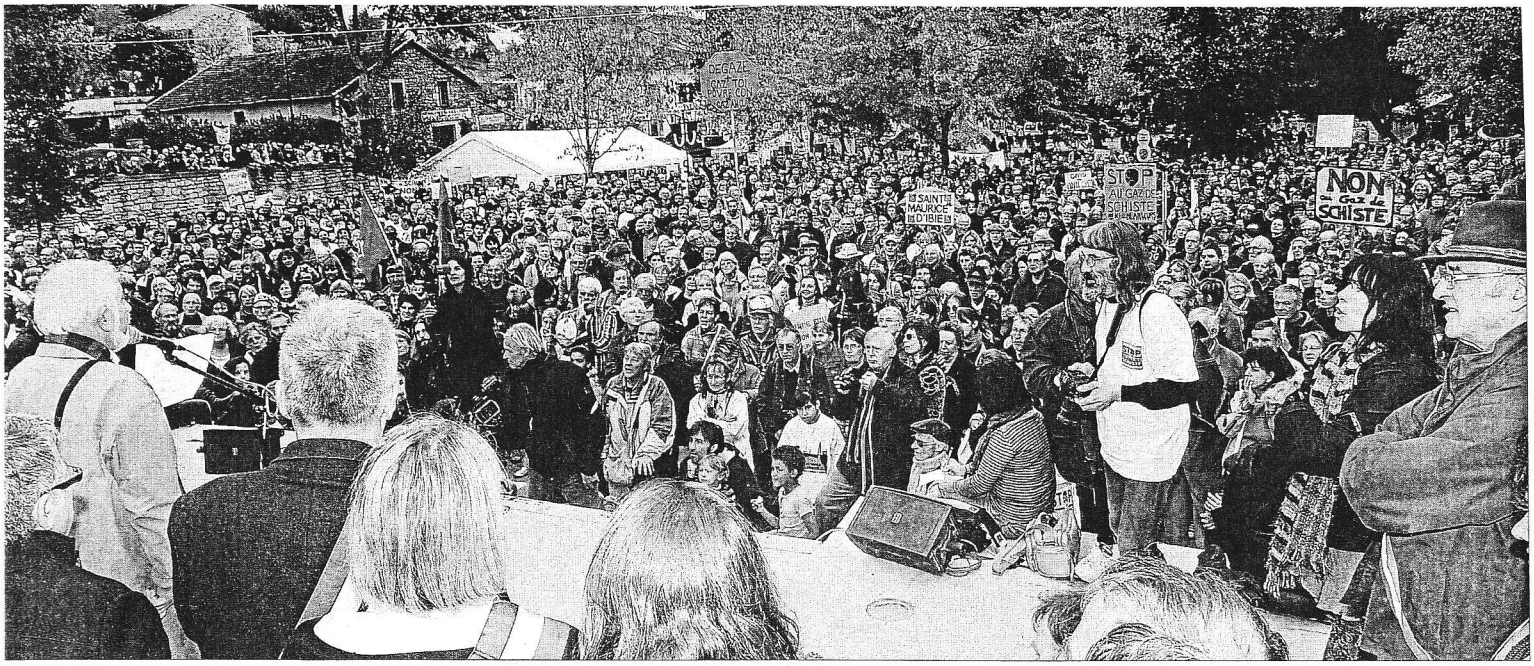


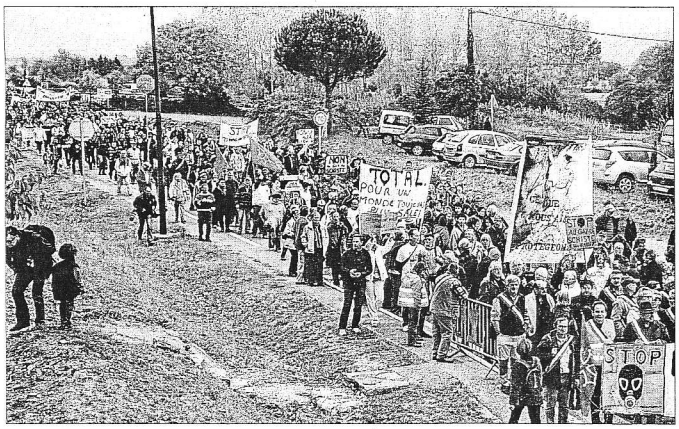
Plusieurs intervenants ont pris la parole devant la foule des manifestants réunis à Barjac hier, pour s'opposer à toute prospection de gaz et d'huile de schiste sur le territoire. Photos ANTOINE TINAHONES

Démonstration de force à Barjac des opposants au gaz de schiste

Manifestation | 5 à 6 000 personnes rassemblées pour exprimer leur refus de toute prospection par les compagnies pétrolières.

Aux cris de "No gazaran", 5 à 6 000 manifestants (selon les organisateurs) ont défilé à Barjac, rejetant toute prospection du gaz et d'huile de schiste sur le territoire. Alors que trois permis ont été abrogés dans le sud, les opposants ne croient pas à l'abandon du projet des compagnies pétrolières. «*Il reste encore 61 permis en France et 84 demandes sont en cours. Rien n'est terminé. Le combat continue*», explique un militant.

Des opposants qui redoutent que le recul du gouvernement «*obtenu sous la pression de la rue*», ne soit qu'une «*tactique électorale*». «*Le gouvernement est dans la logique de revenir après les élections présidentielles et législatives. Ces trois abrogations n'ont que pour objectif l'anesthésier le corps électoral*», affirme Franck Brechon, coprésident du collectif des élus Gard et Ardèche. «*Le Wall Street Journal titrait en une "L'âge du gaz de schiste est arrivé"*, raconte Jean-Louis Chopy, porte-parole du collectif ardéchois. *Parlant d'une véritable industrie durable. Nous sommes sur nos territoires de vie et nous refusons leur destruction.*»



Les manifestants ont défilé autour de Barjac pour montrer leur refus de toute prospection.

> « Nous n'accepterons jamais que nos territoires soient détruits »
> José Bové

Les opposants ne croient pas à l'abandon de la fracturation hydraulique, même si la loi écarte la technique. Pour eux, il n'existe pas d'autres moyens pour extraire le gaz et l'huile de schiste que de fracturer la roche et utiliser des produits solvants pour en extraire le précieux liquide. Avec de lourdes conséquences sur l'environnement. «*Notre richesse ne s'évalue pas en baril. C'est notre patrimoine, notre territoire et nous ne laisserons pas faire les compagnies pétrolières*», prévient un militant.

Un argument que José Bové, présent à la manifestation au nom du collectif national, a rappelé dans son intervention. «*Nous ne nous faisons aucune illusion. La volonté des compagnies pétrolières est d'aller jusqu'au bout de leur projet, quelles que soient les conséquences pour les habitants*», rappelle l'écologiste. Qui a souligné «*la force citoyenne*» qui a fait reculer le gouvernement. Avant de lancer un avertissement. «*Nous n'accepterons jamais que nos territoires soient détruits.*» José Bové a ensuite annoncé la prochaine naissance d'une coordination européenne contre le gaz de schiste. Et appelé les manifestants à rester mobilisés, voire à passer à l'action. «*Les manifestations comme celle-ci ne suffiront peut-être pas. Et peut-être devrons-nous agir sur le terrain. Nous empêcherons les camions des compagnies pétrolières de passer, par tous les moyens. Nous rentrerons en désobéissance civile quoi qu'il en coûte*», a prévenu le député européen.

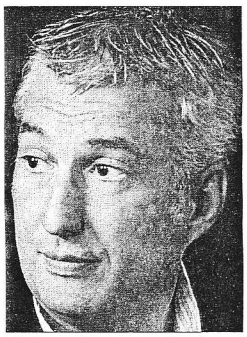
T.Dg.

José Bové n'a pas exclu la nécessité d'une action sur le terrain.

La manifestation est restée conviviale et festive.

De l'eau dans le gaz sur le terrain politique

Région | Vendredi, PS, PC et FN ont voté un vœu, l'UMP s'est abstenue.



Fabrice Verdier s'est fait contrer par Christophe Rivenq. Photos archives

Lors de sa séance vendredi matin, le conseil régional de Languedoc-Roussillon avait à se prononcer en fin de séance sur un vœu porté par le socialiste gardois Fabrice Verdier, maire de Fons-sur-Lussan. Un vœu qui demandait au gouvernement de « *procéder à l'annulation des décrets du 1er mars 2010* » octroyant des permis de recherche à des groupes pétroliers et de « *prononcer un moratoire sur l'exploitation des gaz de schiste* ». Si les groupes PS, PC et FN ont tous voté le vœu, le groupe UMP s'est abstenu, après une intervention de l'Alésien Christophe Rivenq, également directeur de cabinet de Max Roustan.

« *La menace demeure* », invoque Fabrice Verdier qui dénonce « *l'opacité la plus totale dans ce dossier* ». Le conseiller régional socialiste en profitait aussi pour ricaner sur l'attitude de l'UMP. « *Ils disent ne pas avoir eu le temps de lire la motion, alors qu'ils l'ont eu en mains dès le début de la séance. Ils prétendent encore que cette motion n'est pas nécessaire, sous prétexte qu'il n'y a pas de danger puisque la loi interdit l'exploitation par fracturation.* » Un peu court pour Fabrice Verdier.

Une faille politique

Reste à avoir l'explication du pourquoi de cette abstention de l'UMP. « *Nous sommes contre le gaz de schiste, c'est sans ambiguïté*, affirme Christophe Rivenq qui dénonce *une manipulation grossière* ». Tout en faisant observer que son groupe n'a pas voté contre la motion, mais l'abstention «*face à la politique politicienne*».

Mais l'Alésien tient à enfoncer le clou. « *Cette motion n'avait ni queue ni tête. Elle remet en cause des choses qui n'existent pas. Franchement, ils arrivent après la bataille !* » Et de livrer l'argumentaire suivant : « *L'Assemblée nationale a voté l'interdiction définitive de la fracturation, à la suite notamment de l'intervention de Max Roustan, membre de la commission de développement durable. Nous, on agit, eux sont dans l'incantation* », rétorque le directeur de cabinet du maire d'Alès. Pour lui, « *seuls subsistent des permis d'exploitation conventionnels* ». Et de dénoncer ceux qui « *mettent en valeur des peurs* ».

Il n'a pas échappé non plus à Christophe Rivenq que Fabrice Verdier se positionne sur la circonscription détenue par Max Roustan en vue des législatives de 2012. Ce qui explique qu'il y ait de l'eau dans le gaz entre les deux conseillers régionaux. Une faille politique pour l'UMP qu'il entend bien exploiter. Reste à savoir si ce sera avec ou sans fracturation…

FRED GAUTIER